



Atelier International du 25 au 27 novembre Bamako Mali

Organisations Professionnelles et Formation des Populations Agricoles et Rurales

Synthèse des Présentations et travaux de Groupe de la journée du 25 novembre 2010

1. Synthèse des présentations

Après la cérémonie d'ouverture plusieurs présentations ont été faites autour des thèmes ci-dessus.

i) Quelles formations au service des ruraux ?

Pour introduire le thème Monsieur Pierre Blaise Ango Membre du Comité de Pilotage du RFAR partant des réflexions et des travaux du Réseau FAR a fait une présentation en donnant les éléments de contexte principalement marqué par :

- Un malaise économique et des tensions sur le plan alimentaires dans la plupart des pays d'Afrique
- Des dispositifs de formation qui ne répondent plus aux besoins de la grande masse des producteurs

A partir de cette évaluation du contexte il a procédé à une analyse des politiques de formation marquées par la prédominance de l'Etat en tant qu'acteur quasi unique, une vision techniciste basée sur l'utilisation des résultats de la recherche et un système d'encadrement qui ignorent complètement les savoirs endogènes paysans.

L'analyse du contexte et des politiques de formation a permis de faire un état des lieux peu reluisant de la situation mais aussi de proposer des axes d'amélioration qui passent par :

- Le nouveau regard qu'il faudra avoir dorénavant partant d'une demande (sociale, économique, et professionnelle) co-construite avec tous les acteurs
- La nécessité d'avoir une vision prospective pour éviter les greffes par placage qui ne marchent pas toujours
- Le nouveau rôle de la formation comme clefs de la connaissance et aide à la décision
- La place que doivent occuper les OP pour mieux donner un sens au métier d'exploitant agricole et

A ce niveau le présentateur a beaucoup insisté sur le rôle et la place des OP dans la rénovation des dispositifs de formation ainsi que de leur nécessaire implication dans tous les processus afin de "s'emparer du pouvoir" ("prendre le pouvoir").

En conclusion il a souligné la nécessité d'aller vers de nouveaux objectifs en lien avec les métiers porteurs, la prise en compte des compétences locales et des démarches d'ensemble de construction de la demande des producteurs agricoles et ruraux.

ii) Besoins de formation, stratégies de mise en place de dispositifs de formation et les différents rôles des organisations paysannes, agricoles et rurales

Pour aborder le second thème plusieurs présentations ont été faites.

- Madame Fatma Ben Rejeb Hezami Directrice l'UMAGRI représentante du Président a montré a travers une réflexion générale sur le contexte du Maghreb et des constats sur la formation professionnelle agricole comment est née l'UMAGRI pour dégager les perspectives en matière d'implication des OP dans l'élaboration des plans d'actions, de synergies à développer entre orientation stratégique des OP et les programmes de formation, d'instauration de canaux de communication entre OP et organismes de formation. Egalement elle a posé la question de la nécessaire restructuration des filières de formation ainsi que l'adaptation des programmes de formations aux demandes des producteurs agricoles.
- Monsieur Souleymane Diarra Chargé de formation à l'AOPP à partir d'un exposé sur le mode d'organisation et de fonctionnement de son organisation a indiqué comment la Commission Formation a pris en charge la question de la formation à tous les niveaux. Ce modèle d'organisation a permis l'AOPP d'avoir plusieurs acquis en matière de formation de ses responsables et de ses membres (plan de formation, vivier de formateurs, reconnaissance comme acteur majeur dans la formation) malgré quelques difficultés dont celles liées à la mobilisation des financements pour la formation.
- Monsieur Samba Doucouré Responsable du Groupe Agro Sylvo Pastoral du PRODEFPE du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Mali a montré comment la politique de formation professionnelle est entrain d'être opérationnalisée à partir d'une approche programme basée la mobilisation et l'implication de plusieurs acteurs dont les collectivités territoriales surtout. Cette approche programme a permis de répertorier un ensemble de besoins dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts.
- Monsieur Souleymane Diakhité Chargé de Formation à la FNAM a présenté le modèle de formation continue, de formation par apprentissage et de formation qualifiante porté par la Fédération Nationale des Artisans du Mali avec un fort appui d'une ONG (Swiss Contact). Ce modèle est basé sur la formation duale et le système DACUM, cependant le problème de la mobilisation des financements pose également problème.

iii) Débats

Après l'ensemble des présentations sur les deux thèmes plusieurs interventions au eu lieu pour s'interroger sur certains éléments relatifs :

- Au lien entre formation professionnelle et le niveau d'organisation (OP)
- A l'opposition entre agriculture familiale et agriculture moderne
- A la prise en compte de la diversité des situations mais aussi du caractère dynamique des politiques agricoles

- La manière dont la recherche est conduite et qui ne permet pas souvent de prendre en compte les demandes paysannes
- Le rôle de plus en plus moindres de l'Etat avec la montée en puissance des OP et de la décentralisation (collectivités locales)

Plusieurs intervenants ont souligné la nécessité de rendre la formation agricole et rurale plus attrayante avec un accompagnement/appui des formés et une valorisation de l'expertise paysanne.

2. Travaux de groupes

Quatre (4) groupes de travail ont été mis en place pour approfondir les questions abordées lors des présentations en plénière et débattre de l'implication des partenaires socio professionnelles dans i) l'expression de la demande et l'analyse des besoins de formation, ii) l'élaboration des SNFAR, iii) la participation à la gestion des dispositifs de formation, iv) le financement des systèmes de formation et v) la participation aux actes de formation (interventions pédagogiques, tutorats, stages, évaluations, insertions, suivis).

Les différents groupes de travail ont d'une part analysé les différents contextes de formation professionnelle agricole et d'autre part passé en revue tous les effets (conséquences) des pratiques de formation. Cela a permis :

- De s'accorder sur la nécessité de renforcer (qualité et diversification) toutes les formations existantes mais aussi d'innover avec l'instauration de formations en leadership, planification, négociation par exemple
- Poser la problématique d'un repositionnement des OP dans la formation initiale des jeunes surtout en tant que relève des générations des parents
- De mettre en exergue les besoins d'accompagnement des OP par les Etats pour définir une vision concertée de la politique agricole dont celle liée à la formation professionnelle agricole
- Marquer l'intervention de plus en plus importante des professionnels dans l'élaboration et la mise en œuvre des formations à tous les niveaux avec des niveaux de participation de plus en plus importants et une forte présence dans les organes de décision et de mise en œuvre des dispositifs de formation
- De montrer les évolutions significatives ou les mutations dans la prise en charge des formations par les OP par l'adoption de démarches et d'approches qui sortent des sentiers battus (approches filières, interprofession avec des plans de formation par filière, démarches projet, etc.)
- De caractériser l'environnement de la formation agricole et rurale qui est peu favorable à un réinvestissement (absence de condition favorable de réinvestissement de la formation)
- De montrer les écarts existants entre les besoins de formation des producteurs et les réponses généralement proposées par les dispositifs de formation
- D'exprimer l'impérieuse nécessité pour les OP de participer davantage à la mise en place de curricula de formation pour professionnaliser davantage les jeunes en insertion/ installation ou en reprise d'exploitation